

Contributions



Contre les lignes de train à grande vitesse en Val Susa et au pays Basque, contre une centrale à gaz dans le Finistère, contre un barrage au Portugal, contre le nucléaire ou les lignes THT dans le Cotentin, à chaque fois, c'est un même front qui prend corps localement. Contre une même dynamique qui n'a qu'un but : accélérer sans cesse la circulation des flux.



*à la lutte
contre le TAV
(TGV Lyon-Turin)*

DEUXIÈME VOLET



SOMMAIRE

Petites machines de crise p. 3

Le monde entier dans un fragment (texte traduit) p. 8

Lavanda 2 (texte traduit) p. 13

Une bifurcation sur la ligne à grande vitesse (texte traduit) p. 20

À partir de ces constatations émergent trois pistes, pour faire de l'opération du 26 Janvier une occasion de relancer la lutte :

1. Laissons s'exprimer la diversité des pratiques, construisons l'espace pour que puissent émerger de nouvelles formes de lutte, à condition que l'intention soit commune : liberté pour tous / non au TAV, ni en Val Susa, ni ailleurs.

2. Favorisons tous les liens qui peuvent naître entre la lutte No Tav et les autres situations. Des blocages des routiers qui interrompent la circulation des marchandises aux innombrables luttes contre la dévastation des territoires, des lycéens privés de leurs camarades arrêtés aux gens qui occupent les maisons et ne paient plus les factures. La lutte No Tav a démontré au cours des années que sa puissance ne réside pas seulement dans son enracinement local mais avant tout dans les innombrables liens qu'elle est capable de tisser, partout.

3. Essayons de construire une ligne de défense juridique qui soit aussi une ligne d'attaque. Le tribunal de Turin, Caselli, tous les juges et tout ce qui prend le nom de « justice » ne sont pas neutres, mais à la fois juges et parties. Que la salle d'audience devienne, comme les bois de Chiomonte, un champ de bataille : renversons l'accusation, que ce procès ne soit pas seulement une défense des No Tav, mais une offensive de plus contre le TAV.

Milan, février 2012

Liberté immédiate pour Lollo,
Marcelo, Mau et Nic

À bas la démocratie, à bas les flics

Vendredi 9

Turin : plus d'une centaine d'étudiants en cortège entrent dans la gare de Porta Nuova, occupant les rails devant un TGV Frecciarossa, bloquant le trafic ferroviaire pendant une heure.

Milan : un cortège étudiant derrière une banderole « Milan No Tav » se termine par un sit-in vers la gare après avoir occupé les quais de Rogoredo et taggué plusieurs vitrines le long du trajet.

Piacenza : rassemblement devant la préfecture.

Rome : grosse manif de la FIOM, où le slogan No Tav rejoint ceux des ouvriers métallurgistes.

Samedi 10

Anonymous pirate le site de Trenitalia, Rfi et Viaggiatreno.

Milan : la gare est encore une fois perturbée par des groupes No Tav, occupant les quais et retardant le TGV Frecciarossa.

Rovereto : blocage et tag d'un train.

Dimanche 11

Saint-Martin-d'Hères : incendie contre l'entreprise Spie Batignolles, avec l'inscription « colabos du Tav ».

Ivrea, Turin, Milan, Gênes : rassemblement devant les prisons.

Mardi 13

Milan : une vingtaine de drapeaux No Tav sont déployés pendant un match de la Ligue des Champions.

Mercredi 14

Rome : une banderole « Arrêtons le non-chantier. Nous sommes tous valsusains » est accrochée devant le siège de la CMC.

Chambéry : presidio d'une centaine de personnes devant le siège régional de la SNCF. Des banderoles sont déployées.

Vendredi 16

Chiomonte : rassemblement en opposition à une réunion des maires pro TAV. Le cortège se rend jusqu'aux portes du chantier.

Dimanche 18

Val Susa : ouverture d'un lieu (bouffe/concert) par les jeunes de la vallée.

À SUIVRE...

Et pourtant la presse répète toujours la même litanie des Black Bloc infiltrés. Rien à faire : même quand tout le peuple grec se bat contre la police dans les rues d'Athènes, avec des septuagénaires en première ligne, des pères de famille qui tapent sur les flics avec leur parapluie, des écoles entières occupées et mobilisées, les journaux écrivent encore que ce sont les Black Bloc qui foutent le bordel... L'important, c'est de ne jamais laisser passer cette version des faits. Être extrêmement prudents, parce qu'il est facile de faire le jeu de la division même sans le vouloir, de créer des « polémiques offertes à l'ennemi » pour des motifs futiles.

Devant nous, une bifurcation :

– les personnes arrêtées sont très différentes les unes des autres, viennent de villes différentes, ont des sensibilités différentes. La composition de l'échantillon prélevé parmi les No Tav reflète la véritable nature de cette lutte : hétérogène et répandue à travers tout le pays (et même au-delà). Cette hétérogénéité peut déclencher deux processus opposés : division ou cohésion.

– ces arrestations ont lieu dans un moment difficile pour la lutte dans le Val Susa. Après un été chaud, il est devenu évident pendant l'automne que les tactiques qui avaient fonctionnées

jusqu'alors n'étaient plus adaptées. Parce qu'à Chiomonte il n'y a pas de chantier mais une caserne, parce que les grillages sont devenus des murs, parce que l'armée s'est ajoutée à la police, parce que l'on sait que l'on ne peut pas vaincre sur le plan militaire mais qu'il faut diversifier les pratiques et étendre le terrain de la lutte. En même temps, cette période est riche en rencontres et en correspondances possibles avec d'autres situations de lutte, proches ou lointaines. Il ne faut pas oublier que si ce moment n'est pas facile pour nous, pour l'adversaire il est absolument catastrophique. Deux possibilités, donc, en ce qui concerne le rapport avec les autres luttes en cours : isolement ou rapprochement.

– l'opération du 26 Janvier fait encore un peu plus entrer la lutte dans une phase où il est difficile de se mouvoir : la dimension juridique, celle du procès. Parce qu'elle isole et individualise quelques-uns alors que la lutte appartient à tous, parce que c'est un terrain intégralement aux mains de l'adversaire, parce que la temporalité est longue, et grande la souffrance de ne pas avoir parmi nous certains de nos amis les plus chers. Sur ce terrain aussi peuvent émerger deux mentalités différentes : jouer en défense ou relancer l'attaque.



Petites machines de crise

Lundi 27 février 2012, la police italienne procède à l'expulsion de la Baita, un petit coin de montagne occupé depuis plusieurs mois pour bloquer la construction d'un des principaux tunnels de la ligne à grande vitesse Lyon-Turin (TAV, treno ad alta velocità).

Luca est grièvement blessé lors de cette opération policière. Très vite, des manifestants bloquent les principaux axes routiers du Val Susa ; des affrontements ont lieu avec encore des dizaines de blessés du côté des No Tav. Dès le lendemain, une grève générale est décrétée à Turin par les comités de base et dans toute l'Italie l'offensive s'organise : des centaines d'action de blocage ou d'occupation de l'espace public sont menées en une dizaine de jours, et dans plus de 70 villes.

Le 2 mars, le gouvernement italien convoque une réunion de crise en présence du ministre de l'économie, du développement et des infrastructures, du ministre de l'intérieur et du commissaire extraordinaire chargé du TAV. La position officielle est claire : le TAV passera parce que c'est un projet d'intérêt national indispensable pour faire face à la crise. Tant pis si la population locale s'y oppose : on leur enverra quelques exonérations fiscales en plus des troupes d'occupation déjà dépêchées dans la vallée depuis l'été dernier.

« Serrer les boulons et faire rouler l'économie »

L'idée que le développement des grandes infrastructures serait indispensable pour « sortir de la crise » n'est pas vraiment nouvelle. Déjà dans les années 30, la politique des grands travaux était censée sauver les économies occidentales ravagées par la « grande dépression ». Au fond, « crise » pourrait être le nom, à chaque fois répété, des phases de restructuration du capitalisme. Et le développement des infrastructures la solution miracle qui est censée y remédier. La « crise » comme fonctionnement nor-

mal de l'économie, comme toile de fond. En Italie, si Mario Monti n'a pas eu besoin d'élections pour remplacer Berlusconi, c'est parce qu'aux yeux de tous, il n'est pas un politicien mais un technicien qui doit réparer les problèmes économiques du pays. Seul un technicien peut, par delà les divergences politiques, être protégé des secousses de l'opinion publique pour mener à bien les réformes. Côté français, le projet de TGV Lyon-Turin avait été remis au goût du jour en 2008 sans susciter de débat particulier, dans le cadre d'un simple plan de relance. Pour ne pas rater le train du Progrès, celui qui relierait Madrid à

Kiev¹ en quelques dizaines d'heures. Cette ligne TGV ne constitue en effet qu'une portion d'un des nombreux « corridors stratégiques » pour le développement indéfini de l'économie de la zone euro.

Pour « rétablir la rentabilité de l'union européenne face à la concurrence des économies émergentes » (et toutes nos déprimantes conditions d'existence qui l'accompagnent), il faudrait à la fois serrer les boulons et faire circuler davantage (davantage de marchandises ou de voyageurs friqués). Au nom de la crise, ou dans le silence assourdissant des engins de chantier, c'est le même passage en force qui se joue, la même stratégie du choc. « La réforme des retraites est indispensable », « le train à grande vitesse doit passer », « il faut réformer le système de santé ». Un journaliste grec posait même il y a peu cette question presque naïve: ne vaut-il pas mieux

avouer au peuple que le pays, pour sortir de la crise, doit être soumis pour au moins deux ans à une sorte d'état d'exception permanent. Les grands aménagements et « la crise » fonctionnent au sein d'une même machinerie politique qui vise à transformer les conditions de vie des populations comme si, précisément, cette opération n'avait rien de politique, comme si les évolutions s'imposaient d'elles-mêmes, avec la fatalité d'un ordre des choses, d'une inéluctable marche en avant.

Ce qui se joue là avec la « crise » et ses « nécessaires restructurations », c'est une nouvelle organisation du monde. La stratégie: d'une part, intensifier les conditions d'exploitation (en gelant les salaires, réduisant les retraites, en développant la flexibilité et en « assouplissant » les protections sociales... voir les thérapies de choc imposées en Grèce, en Italie ou en Espagne au cours des der-



Il est vrai que l'histoire de la lutte contre le TAV est pleine de pétitions, d'appels, de demandes d'enquêtes publiques, de grandes marches pacifiques, et pendant des années, de revendications démocratiques. Mais malgré tout cela, le carcan de la démocratie n'a pas neutralisé les No Tav, qui ont su au contraire se donner des moyens différents selon ce qui était nécessaire sur le moment. Un exemple parmi d'autres: le terrain de la *Baita Clarea* a été acheté légalement, et non pas occupé, tandis que la construction de la maison est un pas dans l'illégalisme, assumé avec une grande sérénité collective.

Un nombre toujours plus grand de No Tav ne croit plus au dialogue et à la médiation, ne considère plus l'État italien comme un interlocuteur mais comme une force d'occupation. Cela ne veut pas dire que tous les No Tav lancent des pierres tous les jours, mais qu'ils assument les gestes reprochés aux inculpés du 26 Janvier. Comme on pouvait entendre le lendemain du 3 Juillet: « nous sommes tous des Black Bloc ».

Qui sont les inculpés? Le coiffeur de la vallée, le conseiller municipal du petit village de montagne, divers membres du centre social le plus important de Turin, un lycéen de la périphérie de Milan, un camarade qui a milité dans les Brigades Rouges; des désobéissants, des communistes, des anarchistes, des gens qui luttent sans revendiquer aucune identité; des étudiants, des ouvriers, des chômeurs, des employés; des italiens venus de toute la péninsule, une française, un équatorien, un espagnol. Mais quoi, c'est une blague? 37 hommes et 4 femmes, de 19 à 67 ans. C'est-à-dire: N'IMPORTE QUI.

réunissent 500 pers.), **Sestri Levante** (Gênes) et **Trieste**. Mais aussi en dehors de l'Italie à: **Londres** (devant le consulat italien), **Paris**, **Dublin**, **Genève** (devant le siège de l'ONU), **Budapest** (presidio musical devant l'ambassade), **San Sebastian** (Pays Basque), **Barcelone**, **Kiev**.

Rome: blocage de l'autoroute, puis occupation du périph'.

Perugia: une cinquantaine de personnes bloque la gare pendant une demi-heure.

Avigliana: blocage de l'autoroute.

Mercogliana: banderole No Tav déployée par le prêtre de l'Eglise San Vitaliano.

Dimanche 4

Val Susa: une grande polenta est organisée, qui se poursuit par une marche d'un millier de personnes jusqu'aux grilles du chantier de la Maddalena, à l'endroit du presidio de la *Baita* (expulsé le 27 fev).

Palermo: une cinquantaine de personnes font irruption devant le siège régional du Parti démocrate en dégradant les murs des escaliers avec de la peinture.

Paris: occupation du siège de la Rai.

Lundi 5

Avigliana: action péage gratuit.

Rome: blocage du périphérique. Des banderoles No Tav apparaissent au stade pendant le derby romain.

Livorno: cortège et blocage de la gare.

Bussoleno: nouvelle occupation de l'A32 pendant une demi-heure.

Palermo: manif conjointe des « Forconi » et des No Tav. Blocage de toutes les entrées du Palazzo dei Normanni. Environ 3000 personnes. Tentative d'occupation du siège du PD.

Anonymous bloque le site du gouvernement.

Mardi 6

Londres: une banderole est déployée sur la façade de Musée d'Art moderne « solidarité avec le Val Susa. Liberté pour les arrêtés. Luca résiste ».

Jeudi 8

Bologne: un groupe de personnes fait irruption dans le théâtre Arena del sol, interrompant le spectacle et déploie une banderole « giù le mani della Val Susa, Forza Luca ! ».

Une bifurcation sur la ligne à grande vitesse

À propos des arrestations du 26 Janvier en Italie

LE 26 JANVIER DERNIER, certains de nos amis et camarades ont été incarcérés dans diverses prisons d'Italie. D'autres sont assignés à résidence dans leurs villes, risquant l'emprisonnement en cas de non-respect de cette mesure.

Il y a sept mois, ces amis, avec nous et avec de nombreux autres, habitants du lieu ou venus de partout en Europe, se sont battus pour défendre un morceau de terre au cœur des Alpes, petit par la taille, mais d'une immense importance historique.

Cette portion de montagne était appelée la Libre République de la Maddalena. « République », un terme à première vue hostile, utilisé pour rappeler qu'il y a environ soixante-dix ans, au même endroit, sont nées les républiques partisans, des lieux dans lesquels ce mot n'avait pas le sens que nous lui connaissons aujourd'hui. Des républiques qui ne se confondaient pas avec l'État, mais qui recueillaient en leur sein tout ce qui luttait contre lui. « Libre » dans un sens absolument inverse de celui que l'on entend dans l'expression « libre marché ».

Un camarade de Milan parti soutenir la défense de la Libre République de la Maddalena la décrit ainsi, une fois

revenu en ville : « quand je suis arrivé là-bas, j'ai laissé mon portefeuille dans la tente, et je me suis souvenu que je possédais un porte-feuille seulement le jour où je suis retourné à Milan ». Effectivement, deux choses étaient absolument inutiles à la Maddalena : l'argent et les papiers d'identité. Parce qu'il n'y avait pas de rapports marchands, et parce que la police ne pouvait pas entrer. Voilà le véritable scandale de la lutte dans le Val Susa, l'affront que nos amis paient aujourd'hui en prison.

Mais les habitants de la Libre République ne se sont pas contentés de vivre pendant plus d'un mois en dehors des principes essentiels de ce monde : ils les ont attaqués frontalement, chaque jour, en combattant avec courage et imagination les forces de l'ordre et ceux qui construisent la ligne à grande vitesse.

On reproche aux inculpés de l'opération du 26 Janvier d'avoir résisté physiquement à la police, pour défendre la Maddalena le 27 Juin et pour la reprendre le 3 Juillet. En quelques mots : ils sont en taule parce qu'ils ont lancé des pierres sur les flics. Si la lutte des No Tav est attaquée, c'est parce qu'elle sait sortir du cadre démocratique lorsque c'est nécessaire.

niers mois); d'autre part, opérer une meilleure connexion entre des « zones à forte valeur ajoutée », transformant *de facto* les autres territoires en zones de relégation. Il y a les centres villes intelligents, durables, hauts lieux de la performance économique, et les banlieues pourries. Il devrait y avoir le Lyon-Turin, comme si les métropoles pouvaient déjà se toucher, s'inter-pénétrer... mais à condition de faire disparaître le Val Susa, sous un trait d'union ou sous les gaz lacrymogènes.

Les grandes infrastructures nécessaires à toute cette réorganisation sont également de deux ordres. Les lignes à grande vitesse, l'aéroport Notre-Dame-des-Landes, les lignes THT ou le câblage par fibre optique fonctionnent comme des dispositifs structurants, au sens d'une intensification des flux économiques (flux de marchandises, d'information, d'énergie ou de capital sur pattes). D'autres infrastructures doivent, quant à elles, permettre la création ou l'extraction de valeur, même dans les coins les plus paumés. D'où l'idée saugrenue de mettre des soleils en cage comme à Cadarache, ou de faire cracher la roche pour capter les huiles ou les gaz de schiste, depuis l'Ardèche jusqu'au Jura ou au bassin parisien. Des flux et des pôles.

Désormais, les actions qui s'évertuent à dénoncer ces infrastructures sont inutiles. Fukushima a parlé pour le nucléaire, même constat pour le gaz de schiste au Canada. Quant à l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes, la destruction de 2000 hectares de bocage laisse peu d'ambiguïté sur la sensibilité des aménagés. La difficulté n'est plus tant de convaincre que de trouver comment combattre.

CHRONOLOGIE NON EXHAUSTIVE 2012

Janvier

Jeudi 26

Aux premières lueurs de l'aube, dans beaucoup de villes italiennes, une « ordonnance d'application de mesure préventive de détention en prison » (ordonnée par le Tribunal de Turin) est déclenchée à l'encontre de 41 personnes participant au mouvement No Tav. Les actes de solidarité sont immédiats et très nombreux. Presidi (occupations, rassemblements, assemblées), cortèges spontanés et feux d'artifices sous les murs des prisons pour saluer les arrêtés se déroulent à **Turin, Milan, Padoue, Bologne, Trente, Asti et Cagliari**. À **Rome**, des étudiants montent sur les toits de Trenitalia (la SNCF italienne) en signe de protestation.

Vendredi 27

Turin : trois sacs d'excréments sont lancés contre la rédaction du quotidien *Cronacaqui*, qui a publié les photos ensuite utilisées par les enquêteurs dans l'identification de certains arrêtés. **Milan** : dans certains quartiers apparaissent de nombreux tags de solidarité et des « No Tav ».

Samedi 28

Turin : l'initiative prévue depuis longtemps de ramener les décombres de la vallée devant le siège de la Région se transforme en manifestation contre les arrestations à laquelle participent, sous la neige, un millier de personnes. De nombreux tags sont laissés sur le parcours. **Cagliari** : blocage des rails à la gare pendant une demi-heure, puis cortège spontané en ville.

Dimanche 29

Rouen (France) : tags « No Tav » sur les murs du Centre culturel italien.

Lundi 30

Milan : dans le quartier Bovisa, le siège du PD (*partito democratico*, le PS italien), défenseur du Tav en Val Susa, est recouvert de peinture et de tags « No Tav ».

Mardi 31

Lucano (Suisse) : slogans, banderoles et tracts interrompent une conférence du procureur Caselli, invité à parler sur le thème « Politique et justice. Quelle relation ? ».

Crema : le siège du PD est taggué No Tav et un incendie commence devant la porte d'entrée.

« Combien de grains de sable ? »

La crise désigne aussi une période de déstabilisations, occasionnées par toutes les mesures de « sauvetage » en cours. En de multiples points des gens résistent à ces mesures ou s'opposent aux réorganisations annoncées de leurs conditions d'existence. En temps de crise, il y a la place pour reprendre l'initiative. Mouvements contre l'austérité en Grèce, en Espagne, au Portugal ou en Italie. Mobilisations contre le nucléaire, les lignes à haute tension, les forages exploratoires ou les LGV... « Non à l'aéroport », « No Tav », « Stop THT » : ce qui s'exprime ici c'est la puissance du refus. Le Non veut nier le pouvoir et non plus le prendre. À Rome, une grande manifestation contre les plans d'austérité a été organisée courant mars par un des principaux syndicats italiens (FIOM) ; au grand désespoir du parti démocrate, la FIOM avait décidé de s'associer au mouvement NoTav.

Un peu partout, les gouvernants et les journalistes sérieux dénoncent ces mobilisations comme autant d'atteintes au « fonctionnement normal des institutions ». Comme lorsque Sarkozy accuse sans rire les ouvriers de Florange de « faire de la politique » (leur reprochant de prendre l'initiative plutôt que d'attendre sagement les élections présidentielles), ou qu'un éditorialiste italien se lamente sur la multiplication des luttes qui ça et là s'en prennent aux « tunnels de la démocratie ». Dans le Val Susa ou sur un piquet de grève, la démocratie est sans doute mise en crise. Tout simplement parce que des gens, alors, refusent de s'en remettre aux instances légitimes et de se laisser gérer. Blocages ponctuels des voies de communication ou du fonctionnement de l'économie, déboulon-

nages de pylônes, occupations de la rue, de bâtiments... Il s'agit de se donner les moyens de la lutte, et de les assumer.

Les nécessités de l'organisation pour la lutte ou la simple survie quotidienne ouvrent des espaces habitables, engagent des manières de se trouver, de penser ensemble, de manger ensemble, de bouger ensemble qui appellent bien autre chose qu'un retour à la normale. Les Presidi du Val Susa, les maisons occupées sur la ZAD de Notre-Dame-des-Landes, les cantines populaires ou les hôpitaux occupés à Athènes dessinent des territoires de lutte d'où s'affronter réellement à la crise et à sa gestion gouvernementale, en leur opposant une *autre* transformation de nos existences. À chaque fois qu'un presidio, une maison ou un terrain est expulsé, c'est cette possibilité qui est attaquée. Pour laisser place à des espaces indifférenciés, interchangeables, vides de toutes nouvelles possibilités. Si les temps difficiles qu'on nous annonce sans cesse impliquent de nous serrer la ceinture, de faire avec moins, ça fera toujours moins de choses qui nous tiennent ou nous domestiquent, et plus à faire, à inventer, par nous-mêmes.

En Italie, les événements du Val Susa essaient du nord au sud de la péninsule, et même au-delà des frontières. La vallée, comme territoire en lutte, s'est chargée au fil d'une résistance de plus de vingt ans et elle explose à présent, redissemine, contamine en d'autres lieux – sous de nouvelles configurations. C'est que les gestes, et l'intelligence de la lutte ne cessent aussi de circuler. Côté français, l'opposition au TGV prend corps aussi, parce que les enquêtes publiques ont marqué une nouvelle étape dans la réalisation d'un projet jusque-là un peu

tion. Mais qu'est-ce que la logistique ? Le pouvoir n'est pas une machine administrative en quelque sorte étrangère au « social », mais s'est depuis longtemps incorporé à l'environnement matériel dans lequel nous vivons. Les infrastructures ne font pas que dévaster le territoire, elles le modèlent en profondeur, matérialisant l'idéologie dominante. Infrastructures et flux (d'énergie, de marchandises, de communications, de personnes-marchandises) sont aujourd'hui les éléments centraux du capitalisme, les engrenages de sa mégamachine.

Saboter son fonctionnement pour ouvrir des espaces de vie. Libérer des territoires pour en saboter le fonctionnement. « Élargir la lutte No Tav » va donc bien au-delà de la manifestation de solidarité à la vallée qui résiste.

Un potentiel à libérer

Si par définition le nombre compte, il n'est pas tout. Les manifestations gigantesques sont importantes, que ce soit au regard de l'ennemi ou pour « l'état d'esprit » du mouvement. Mais cela ne signifie pas qu'une grande masse de personnes puisse, par la seule force de nombre, bloquer le projet du Tav.

Lorsque commenceront les travaux, différentes situations pourraient se présenter : a) la triste scène de milliers de personnes tenues à distance par la police ; b) un geste de désobéissance civile effective, avec une foule empêchant physiquement le passage des engins et des troupes déployées pour les défendre ; c) un affrontement sur le terrain où tous les coups sont permis.

Rien n'est joué d'avance. La force du nombre risque parfois de se transformer paradoxalement en facteur d'immobilisme. Cela vaut aussi pour les assemblées et les coordinations, qui n'ont jamais été et ne peuvent pas être les seules modes d'organisation. Certaines énergies se libèrent dans des formes plus agiles et autonomes, avec des modalités plus ponctuelles et diffuses.

La solidarité avec les inculpés montre déjà cet aspect. Si par ailleurs le Tav n'est pas un problème purement local, s'il est un nœud particulier d'un projet général pour le monde, avec ses articulations et ses ramifications, ses dirigeants et ses exécutants, on ne peut pas tout renvoyer à la nécessité d'empêcher le forage de ce tunnel, dans cette montagne, ou à l'heure H du début effectif des travaux. Le Tav, comme projet sur le monde, est partout. La possibilité de l'affronter aussi.



Brescia : une centaine de manifestants occupent les quais et bloquent les trains en direction de Milan et Venise.

Florence : blocage de la circulation autour du chantier TAV près de la gare.

Palerme : des No Tav bloquent l'autoroute Palerme-Catane pendant plus de 2h30, perturbant la circulation à l'entrée de la ville.

Cremona : assemblée, occupation des quais de la gare. 15 plaintes s'en sont suivies.

Paris : assemblée publique.

Lyon : des rails sont envahies par un groupe de No Tav, bloquant la totalité du trafic ferroviaire pendant 2h.

Des rassemblements, des cortèges ou des assemblées sont également tenus, souvent devant la préfecture, les universités ou devant les gares : **La Spezia, Ferrare, Cassino** (prov. de Frosinone), **Catane, Casematte** (prov. de L'Aquila), **Brindisi, Campobasso, Bari** (avec un collectif de sans-papiers), **Viareggio, Taranto, Sesto Calende** (Varese), **Saronno** (Varese), **Salerno, Reggio Calabria** (devant une banque Intesa qui finance le projet Tav), **Pontenza, Pordenone, Pise, Pistoia, Orbassano** (Prov.Turin), **Perugia, Novara, Modène, Messine, Mantova, Lucca, Livorno, Lecce, Rivoli, Rimini, Cagliari, Asti.**

Ce même jour, Anonymous hacke les sites officiels de la région piémontaise (Prov. Turin).

Vendredi 2

Milan : 150 lycéens bloquent le lycée de la Brera, y apparaissent des banderoles No Tav. Le blocage cesse en fin de matinée. La nuit, une *rave party* est organisée dans l'université, y participent plus de mille personnes, il y est question de se réapproprier la fac tout comme du mouvement No Tav.

Chambery : dans la nuit, triple incendie sur les voix de chemin de fer, perturbant le trafic pour toute la journée.

En réponse à la mobilisation sans précédent de la veille, un sommet extraordinaire des ministres (économie, infrastructure, intérieur etc..) est organisé ; il y est question de la gestion de l'ordre public autour du phénomène No Tav.

Samedi 3

Des rassemblements sont organisés dans les villes de : **Alessandria, Avellino, Catane, Imperia, Mantova, Pisa, Pesaro, Milan**

sions et des espaces. Certains vont jusqu'à parler de « printemps italien » en se référant au référendum et à la victoire électorale de Pisapia à Milan et de De Magistris à Naples. Alors qu'en Afrique du Nord le printemps s'est construit en se battant dans les rues, en Italie il aurait suffi de glisser un bout de papier dans une urne. « La lutte dans le Val Susa concerne le monde entier, non pas parce qu'elle défend le *bien commun* en général, mais parce qu'en son sein est pensée en commun une certaine idée de ce qui est bien. »

Amener la vallée en ville

Amener la vallée en ville : un énoncé qui il y a à peine quelques mois restait confiné dans la sphère des hypothèses et qui aujourd'hui commence timidement à se vérifier. La réponse à la répression en est une première expérience. Malgré son caractère avant tout réactif. Malgré un certain manque de préparation, vertu trop souvent sacrifiée à l'improvisation dans l'urgence. La ponctualité des actions n'est possible que si la pensée est capable d'anticiper où et comment se mouvoir.

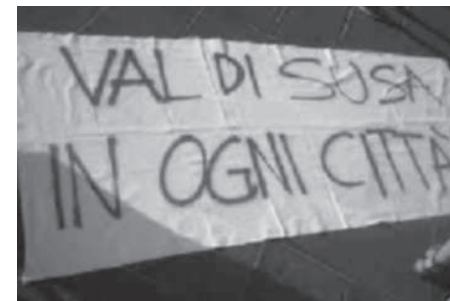
« Le pouvoir est logistique. Bloquons tout. » Cette phrase apparue sur un mur de Turin contient une bonne sugges-



vague, parce que nul ne croit plus aux sornettes du Progrès, aux nécessaires sacrifices qu'il faudrait concéder pour que tout roule.

Face aux aménageurs, il n'y a pas que la résistance d'une constellation de foyers locaux ou de moments de révolte. Un autre plan se constitue peu à peu. Par la mise en commun (des questions comme des pratiques), par l'auto-organisation, ces irruptions locales cherchent leur *effet de résonance* : ce qui fait que quand des fréquences s'ajustent, elles provoquent une onde de choc. Si chaque situation a quelque chose de propre, qui s'éprouve singulièrement, elle détermine un halo qui la déborde et fait communiquer d'une lutte à l'autre autour d'enjeux familiers : le territoire, le commun, les autonomies à défendre et depuis lesquelles reprendre l'offensive... Un souffle plus large, une onde qu'il nous faudra bien apprendre à nommer, à intensifier. Quelque chose de plus que ce qui se joue strictement là. L'élément révolutionnaire.

1. Jusque-là, la ligne devait relier Lisbonne à Kiev, mais le gouvernement portugais vient de suspendre la réalisation de la portion Lisbonne-Madrid.



Février

Mercredi 1er

Turin : occupation d'une demi-heure de la salle VIP de la gare de Porta Nuova.

Jeudi 2

Milan : des tags et des banderoles apparaissent dans le quartier de Lambrate.

Vendredi 3

Milan : rassemblement en musique devant la prison de San Vittore.

Samedi 4

Milan : plusieurs tags de solidarité sont écrits place du Duomo.

Dimanche 5

Latina : des tags de solidarité sont posés sur des murs de la ville et d'autres localités de l'Agro Pontino.

Lundi 6

Milan : presidio à l'Assolombardia à l'occasion d'une conférence sur « modalités et infrastructures ».

Turin : un Frecciarossa (TGV italien reliant le Nord au Sud) est bloqué à la gare. Contestation No Tav lors de l'inauguration de l'année universitaire.

Mardi 7

Milan : diff de tracts sur la place Velasca, près du siège du CMC, entreprise qui a remporté l'appel d'offre pour le Tav en Val Susa, mais aussi pour « Expo 2015 » et d'autres dévastations infrastructurelles.

Jeudi 9

Turin : par peur de la contestation, la présentation publique d'un livre où était prévue la présence du procureur en chef Caselli est annulée. Un cortège spontané d'une centaine de personnes traverse les rues de la ville.

Samedi 11

Gênes : manifestation et rassemblement devant la prison de Marassi derrière une banderole « Val Susa dans toutes les villes ». Départ d'incendie dans une voiture appartenant à un maton. Quelques heures avant la manif, de nombreux tags de solidarité et contre Caselli sont apparus dans le centre historique et dans les quartiers de San Fruttuoso et Sampierdarena.

Le monde entier dans un fragment

Trois hypothèses sur la lutte contre le train à grande vitesse en Italie

1. La lutte dans le Val Susa n'est pas une lutte locale.

Si l'on veut continuer à la décrire ainsi, il faut donner un tout autre sens au mot « local » que celui qu'on lui donne habituellement. Une des forces de cette lutte réside dans sa capacité à se lier à de nombreuses autres situations. Au fil des années, des liens se sont tissés, des lignes de correspondances ont été tracées, des chemins secrets entre le Val Susa et d'innombrables autres lieux en Europe ont été découverts. C'est sur son propre terrain que la lutte a déjà vaincu le train à grande vitesse : elle a été capable de réduire les distances dans des proportions vertigineuses – aussi bien entre les habitants de la vallée qu'entre les autochtones et les « gens d'ailleurs ».

Les No Tav ont en outre construit un rapport très intense avec le terrain central de la lutte, le Val Susa, y construisant peu à peu une force de frappe que l'on ne retrouve nulle part ailleurs en Italie.

Dans une certaine mesure, les No Tav ont dépassé la distinction fictive entre local

et global. Fictive au sens où d'une part il n'existe quasiment plus aucun lieu sur la planète qui ne soit connecté aux flux mondialisés : importations et exportations de marchandises, imposition de la culture, de la langue, de la souveraineté des colons, connexion aux réseaux téléphoniques et informatiques, couverture satellitaire, immigration et émigration, etc. ; fictive également parce qu'il n'existe aucun pouvoir – ni aucune opposition au pouvoir – qui ne soit matériel, situé, qui ne s'exprime dans la configuration physique des lieux et des choses.

La puissance qui s'exprime dans le Val Susa vient du fait qu'on n'y lutte pas contre des abstractions (le Capital, l'État, une loi, la pollution ou la mafia par exemple) mais contre la manière concrète – localisée – à travers laquelle ces abstractions gouvernent des vies, aménagent des espaces, diffusent des affects.

Que signifie être No Tav? C'est partir d'un énoncé simple : « le train à grande vitesse ne passera jamais par le Val Susa » et organiser sa vie pour faire en

(une grande manifestation sans une certaine couverture médiatique pousserait tout le monde à crier au scandale), entre une saine méfiance et une persistante naïveté de lecture. Comment peut-on encore gober les informations propagées par Trenitalia selon lesquelles le blocage d'un TGV serait la cause d'heures de retard pour les travailleurs de la banlieue? Qui connaît le malheureux sort réservé quotidiennement à ces derniers a quelque raison de douter de ce genre de nouvelles.

Bien commun

De nombreuses ambiguïtés se nichent dans la notion de « bien commun », leitmotiv beaucoup utilisé ces derniers temps à des fins très différentes, mot d'ordre autour duquel se jouent des ma-

nœuvres politiques ou tout simplement électorales.

À l'origine, par commun l'on entendait quelque chose qui s'opposait aussi bien au privé (c'est-à-dire au marché) qu'au public (c'est-à-dire à l'État).

Récemment, surtout à partir du référendum sur l'eau et le nucléaire, commun est devenu toujours plus synonyme de public. Le modèle n'est plus celui des usages civiques et des pratiques communales (c'est-à-dire cet ensemble de rapports communautaires liquidés par le développement du capitalisme et de la forme État, avec la bureaucratie qui lui est associée), mais au contraire celui de la bonne administration municipale, en somme de la gestion locale du pouvoir étatique. Alors que c'est précisément ce dernier qui a permis et favorisé le processus de privatisation des déci-



Rome : manifestation d'une centaine d'étudiants, blocage des routes autour de la cité universitaire, d'un axe de circulation important et de la gare pendant 20 minutes. Invasion du siège du PD.

Trento : rassemblement et blocage du trafic.

Parme : rassemblement à la gare d'une centaine de personnes et blocage du périph'.

Empoli : rassemblement à la gare d'une centaine de personnes, blocage du trafic en direction du siège du PD.

Reggio Emilia : rassemblement, manif en direction de la gare.

Ancone : affrontement entre forces de l'ordre et manifestants qui tentent d'aller vers la gare. Blocage du trafic.

Naples : manifestation et occupation des quais de la gare. Trafic ferroviaire paralysé. Puis blocage du centre ville.

Bologne : rassemblement, blocage du trafic. Environ 500 personnes puis un millier. Le trafic est paralysé. Blocage du périph', une trentaine de manifestants occupent des Bureaux de la RFI (SNCF italienne), l'autoroute est bloquée en plusieurs directions

Trieste : 200 personnes bloquent les artères de la ville.

Taranto : blocage d'un pont au coeur de la ville paralysant la totalité du trafic.

Savona : manifestation perturbant le trafic et bloquant des rues.

Gênes : tensions entre forces de l'ordre et No Tav à la gare. Occupation d'un quai malgré tout. Fermeture de la gare. Blocage temporaire de la circulation ferroviaire. Puis départ en cortège et blocage de la circulation devant la préfecture.

Turin : blocage de la gare (env. 1h), un TGV Frecciarossa est tagué « No Tav », occupation de rues et du périph', rassemblement devant la Rai.

Paola (Calabre) : blocage de la gare pendant plus d'une heure.

Bussoleno : assemblée puis départ en cortège. L'A32 est de nouveau occupée. 29 flics blessés. Blocage de la nationale 24. Blocage du tunnel de Giaglione. Incendie à l'intérieur du tunnel de Chianocco.

Milan : 200 personnes à la gare centrale. Affrontements avec les forces de l'ordre.

Bergame : la manifestation perturbe le trafic et bloque la ville.

contexte. Mais l'habitant de la vallée qui manifeste dans les rues de Turin devrait en faire autant. La diversité ne peut pas être évoquée quand elle arrange et niée lorsqu'elle est considérée « contraire à la sensibilité commune ». D'autant plus que cette dernière évolue continuellement. Personne ne veut donner de leçons de radicalité, toujours pénibles, à qui que ce soit, mais personne ne veut non plus en recevoir sur ce qui est populaire et ce qui ne l'est pas. Étant donné qu'il n'existe pas parmi les No Tav de petits soldats, mais seulement des hommes et des femmes dont les idées et les pratiques sont diverses et variées, il est inévitable que la solidarité qui s'exprime partage les mêmes traits. Ce qui a été décidé lors des assemblées communes a toujours été respecté. Tout autre prétention est sans objet (en plus d'être ennuyeuse). D'où qu'elle vienne.

Oscillations

Les contours de la sensibilité commune sont franchement incertains. On les confond parfois avec ce que vendent les médias, leur collection d'informations, leur découpage préfabriqué d'images. Le reste suit grâce à la dynamique de diffusion et d'amplification des « réseaux sociaux » par laquelle les nouvelles s'auto-alimentent et deviennent fatalement une partie de la fantomatique opinion publique. Face à ce mécanisme d'imposition de ce que l'on doit sentir et penser communément, les anticorps ne sont pas toujours suffisamment aguerris. On oscille ainsi entre la conscience du caractère mensonger des médias et la nécessité de les utiliser pour donner plus de résonance aux actions

sorte que cet énoncé se vérifie. Nombreux sont ceux qui se sont rencontrés autour de cette certitude au cours des vingt dernières années. À partir de ce point très particulier sur lequel il n'est pas question de céder, le monde entier se reconfigure. La lutte dans le Val Susa concerne le monde entier, non pas parce qu'elle défend le « bien commun » en général, mais parce qu'en son sein est pensée en commun une certaine idée de ce qui est bien. Celle-ci s'affronte à d'autres conceptions, se défend contre ceux qui veulent l'anéantir et se lie à ceux qui se trouvent en affinité avec elle.

2. Le Val Susa fait partie de la métropole

Le Val Susa est souvent décrit par ses détracteurs comme un lieu arriéré, peuplé de montagnards incultes qui refusent le progrès en s'éclairant à la bougie dans leurs forêts perdues. C'est une fausse caricature. Mais de la même manière, de nombreux No Tav véhiculent une autre caricature, inverse mais tout aussi fausse : le Val Susa serait une vallée magnifique, sauvage et vierge, que le monstre TAV voudrait détruire, exploiter, dévaster. Comme dans le village d'Astérix ou sur la planète du film Avatar, il s'agirait de défendre un territoire intact menacé par les forces du mal venues le coloniser. Il est temps de se débarrasser de ces deux caricatures et d'affirmer clairement : le Val Susa fait partie de la métropole. C'est une évidence que tout le monde n'est pas prêt à admettre, dans la vallée mais surtout en dehors, où s'est diffusé un « mythe de la vallée ».

Turin : attaque cybernétique d'Anonymous contre le site web de la prison des Vallette, inaccessible pendant plusieurs heures.

Milan : sur un mur du quartier San Siro on peut lire « De San Siro au Val Susa, les territoires appartiennent à ceux qui y vivent ».

Trento : rassemblement de solidarité devant la prison.

Dimanche 12

Rome : un groupe intervient au théâtre Palladium avant le début du spectacle d'Ascanio Celestino « Pro Patria » en solidarité aux arrêtés.

Manifestations et rassemblements devant les prisons à **Turin, Alba, Alessandria, Cuneo, Ivrea Saluzzo**, où ont été transférés certains des arrêtés.

Lundi 13

Milan : à la gare de Milan-Certosa, un groupe solidaire aux No Tav bloque un Frecciarossa à destination de Turin pendant une demi-heure. La banderole étendue sur les quais : « Comme la neige, bloquons tout ». Dans le quartier Ticinese, au même moment, sont apparus trois tags gigantesques de solidarité avec les arrêtés et avec la lutte No Tav.

Val Polcera (Gênes) : un tag de 40m « No Tav tous libres – Pas de tunnel – dehors les troupes du Val Susa » apparaît dans une zone concernée par le projet du Troisième Col.

Mardi 14

Milan : opération coup de poing d'un groupe d'étudiants à côté du siège central de Banca Intesa – San Paolo, un des principaux financeurs du projet Tav, qui est alors fermé par le personnel. Des tags sont posés et des tracts sont collés sur les vitres.

Turin : les vitres de l'office départemental de l'administration pénitentiaire ont été endommagées.

Mercredi 15

Rome : presidio à la gare Tiburtina.

Jeudi 16

Milan : rassemblement près du siège de la CMC.

Bologne : à la gare centrale, une vingtaine de personnes occupent la salle Club Eurostar pendant près d'une demi-heure, déployant une banderole contre le TAV.

Au fond qui sont ces mythiques habitants du Val Susa ? A priori sont-ils vraiment si différents du reste des Européens ? Ne regardent-ils pas la même télévision, ne mangent-ils pas les mêmes saloperies, ne désirent-ils pas les mêmes marchandises ? Leurs enfants ne jouent-ils pas avec les mêmes Playstations ? Leur mémoire, encore inscrite dans les crevasses et les rochers de la montagne, riche d'histoires d'hérétiques, de sorcières et de partisans est transformée en folklore par les guides touristiques et privée de toute dangerosité historique. La communauté du Val Susa, pour peu qu'elle ait jamais existé, n'existe en tout cas plus aujourd'hui. La possibilité de son existence réside entièrement dans son devenir.

Lacérée par un énorme viaduc d'autoroute, défigurée par les centrales hydro-électriques, folklorisée par l'industrie du tourisme, le Val Susa n'est pas une vallée immaculée, une île heureuse à l'écart des flux de marchandises qui constituent la trame du monde.

Au contraire, le Val Susa est déjà aujourd'hui, TAV ou pas TAV, un couloir à haut débit au sein du réseau transeuro-

péen de transport de marchandises, et elle en supporte déjà le poids en terme d'infrastructures dévastatrices. La frontière entre métropole et montagne s'est estompée, dissoute dans l'espace-temps de la logistique qui annule les distances, détruisant toute proximité et toute différence. Il n'y a donc pas grand-chose à « préserver » dans cette terre de vignes abandonnées et de pôles multimodaux.

Ainsi les lieux dont le mouvement s'est doté au cours des vingt dernières années, comme les blocages de l'autoroute, la *Baita Clara*, le presidio de Venaus, ou des expériences plus intenses comme la Libre République de la Maddalena ne se sont pas contentés de défendre un « territoire » dans l'état dans lequel il se trouvait, mais l'ont vécu et habité dans l'optique de ce qu'il pouvait devenir.

Le même raisonnement vaut pour les quartiers de nos villes, qui du point de vue de l'urbanisme n'existent plus, mais que rien (à part peut-être la police) ne nous empêche de tenter de vivre comme tels.

La lutte ne défend pas un territoire qui la précède. Elle le fait exister, le construit, lui donne une consistance.

gique » ; la rage face à l'arrogance en uniforme des puissants, la peur de se prendre une lacrymo en pleine tête, le malaise dû à un sentiment diffus d'immobilisme pratique. Et encore : une option qui fait du chantier le point central, et une autre qui parie sur l'élargissement de la scène du conflit à l'ensemble de la vallée et au-delà... Et dans tout cela, deux exigences qui ne s'excluent pas : le nombre et les singularités, la cohésion et l'agilité. Des hypothèses et des exigences dont le mélange ne pourra être expérimenté que sur le terrain.

Mouvement

Les décennies de domestication sociale que nous laissons derrière nous ont fait en sorte que nous ne savons plus ce qu'est un mouvement. Un mouvement de lutte réelle n'est pas, et n'a jamais été, l'expression d'un sujet homogène et uniforme. Il n'est pas non plus une simple somme contingente d'éléments épars.

C'est par une opération de simplification idéologique digne du pire catéchisme que la « classe ouvrière », le « prolétariat », les « partisans » sont devenus des saints auxquels se vouer. Des figurines à collectionner dans « l'album des luttes ».

De telles réalités n'ont jamais existé comme entités indifférenciées, mais seulement comme composition d'exigences, de motivations, d'idéaux différents, parfois même contradictoires, mais toujours déterminées à poursuivre un même objectif. Prétendre gouverner la multiplicité des idées, forces et pratiques en jeu se révèle aussi malsain que de perdre la communauté d'intentions. Cela vaut aussi pour le mouvement No Tav.



Murs blancs, peuple muet

Dans la composition hétérogène du mouvement No Tav la propension à recouvrir les murs des villes apparaît évidente. C'est une pratique ancestrale des habitants des métropoles. Un geste à la fois créatif et communicatif, tantôt individuel, tantôt collectif. Dans tous les cas, c'est un signal qui montre que persistent dans les villes des énergies qui ne se résignent pas à écrire ce qu'elles pensent uniquement dans un post sur un blog. L'amoureux devant la maison de sa belle écrit sur les murs, comme le fait le taggueur invétéré, l'infatigable subversif, le No Tav énervé. La question du décor urbain, promue par les politiques antitag, n'est pas seulement une hypocrisie, mais est surtout un prétexte au contrôle et à la normalisation sociale : on voudrait que dans les quartiers l'espace n'existe plus que comme point d'articulation entre le travail, la marchandise et la police. C'est aussi parce que nous ne voulons pas vivre dans de telles limites que nous sommes No Tav.

Cela ne remet pas en cause le fait que quand le taggueur de Turin se rend à Giaglione, il ferait mieux de tenir compte de la différence de



Les sites de la police et des carabinieri sont hackés (*tango down*) par Anonymous.

Au total, il y a des réactions immédiates dans plus d'une cinquantaine de villes.

Mardi 28

Rome : un siège du journal *Messaggero* est attaqué au vernis et des tags NoTav écrits.

Lecce : une vingtaine de manifestants occupent une voie de train puis partent en cortège.

Ferrara : dans la nuit du 27 au 28, des inconnus mettent le feu au portail du siège local de Unindustria. Un tag No TAV est écrit sur le mur.

Val Susa : l'occupation de l'A32 se poursuit.

Paris : une banderole est déployée gare de Lyon : « Solidarité avec le Val Susa. No TAV »

Mercredi 29

Gênes : les ouvriers bloquent le port pendant une petite heure.

Une trentaine de personnes bloque le départ d'un train et écrivent sur les murs de la gare « Forza Luca », « État assassin », « No TAV ».

Barcelone : rassemblement devant le consulat italien.

Lima : une banderole « solidarité avec les peuples qui luttent pour leur terre ! No TAV » est déployée.

Lecce : un groupe de No TAV bloque un TGV Frecciarossa pendant une cinquantaine de minutes.

Lyon : un groupe de No TAV repeint l'ambassade italienne.

Val Susa : le presidio sur l'autoroute au niveau de Bussoleno est attaqué par la police, l'expulsion est violente et débouche sur une chasse à l'homme dans les rues de Bussoleno, les flics défoncent des voitures, démolissent la vitrine d'un bar et tentent de faire un maximum de blessés. Pour preuve : une seule arrestation, un type qui a traité un des flics de « moutons ». En découle un appel à bloquer toute l'Italie dès le lendemain.

Mars

Jeudi 1^{er}

Alessandria : blocage de la nationale 10. Le trafic pour rentrer dans la ville est complètement interrompu.

Padoue : blocage de rues et du carrefour principal, fumigènes, rassemblement devant la gare.

Boomerang

L'ensemble multiforme des gestes de solidarité en réponse aux arrestations est un fait important. Par certains aspects historique. Tout cela indique avant tout que la tentative de division a échoué. La diversité des profils des inculpés et la large répartition géographique des arrestations ont été calibrées dans l'intention de montrer clairement que tous sont passibles de sanctions pénales (le coiffeur du village comme l'anarchiste, le militant des centres sociaux comme le conseiller municipal). Mais ce choix a produit un effet boomerang. Il a favorisé et renforcé la diffusion territoriale des prises de position contre le TAV. Le nombre et la diversité des actions montrent une fois de plus que la vallée n'est pas seule, semblent annoncer que la militarisation de Chiomonte pourrait se révéler insuffisante et préviennent les enquêteurs et ceux qui les commandent qu'un éventuel élargissement de la répression (lui aussi déjà annoncé) pourrait leur coûter plus cher que prévu.

Les jeux ne sont pas faits

La phase actuelle, quoi qu'il en soit des arrestations, présente d'incontestables difficultés : le découragement de certains après l'expulsion de la Maddalena et l'incapacité de la reprendre, c'est-à-dire la chute du « mythe de Venaus » (vaincre en un seul gros coup, par la force du nombre) ; les doutes émis par d'autres sur le fléchissement de la participation aux initiatives de la lutte ; le changement de statut de l'occupation militaire avec la requalification de la zone comme « site d'intérêt straté-

3. Que le « chantier » de Chiomonte ne soit rien d'autre qu'une caserne n'est pas une absurdité

Au contraire, ce fait met à nu l'essence même de toute infrastructure, l'impossibilité de distinguer le flux de son contrôle. Le caractère toujours plus immanent, horizontal et diffus de ce soit-disant « contrôle », toujours plus intégré dans l'architecture du monde physique, toujours plus impossible à isoler des processus sur lesquels il « s'appliquerait », met en question la pertinence même de l'usage de la notion de contrôle.

On en vient à se demander si la vallée est militarisée pour défendre un chantier ou si ce chantier, à première vue insensé, ne sert pas avant tout de prétexte à la mise en ordre de la vallée. On ne sait plus qui obéit et qui commande. Et il en sera toujours plus ainsi, à mesure que la politique et l'économie, abstractions somme toute assez récentes, fusionnent au sein de chaque dispositif, à mesure que le gouvernement des hommes se confond avec l'administration des choses.

Maintenir l'ordre n'a jamais voulu dire empêcher la circulation mais au contraire réguler et sélectionner ce qui se meut. Le TAV n'est pas une machine de mort, c'est une machine qui met en ordre la vie, lui donne une certaine forme, une certaine vitesse. Et l'on peut dire la même chose de chaque manifestation du capitalisme dans nos vies. On ne peut plus dire que le TAV, ou n'importe quelle autre ignominie, est inutile, absurde, insensé. Face à tout dispositif, la mauvaise question est : « à quoi sert-il ? ». La question juste, matérialiste est au contraire : « mais que fait, quelle opération réalise ce dispositif ? »

Parme : rassemblement devant l'entrée de la gare. On peut lire sur la banderole : « Bas les pattes du Val Susa, Nous sommes tous No TAV ».

Venise : occupation d'un local de la Frecciarossa.

Vendredi 17

Ravenne : vélorution et rassemblement devant le siège de la CMC.

Milan : concert sauvage No TAV sur la place du XXIV Mai.

Samedi 18

Milan : une manifestation très vive de plus de mille personnes a lieu jusqu'à la prison de San Vittore : inscriptions sur les murs, banques dégradées, quelques distributeurs endommagés, deux énormes banderoles posées sur un échafaudage et sur un hôtel.

Gênes : tags sur les murs du centre ville historique pour le passage de Caselli.

Samedi 25

Val Susa : une manifestation est organisée de Bussoleno à Suse, en soutien aux personnes arrêtées le 26 Janvier. On compte 75 000 manifestants venus de toute l'Italie mais aussi de France. Après la manifestation, le train arrivant de la vallée en gare de Turin est attendu par de nombreux policiers. Refusant de se soumettre aux contrôles d'identité, des affrontements s'en suivent au milieu de la gare, où l'atmosphère est vite saturée de lacrymogène. Aucune arrestation ce jour-là.

Dimanche 26

Val Susa : à Avigliana, une centaine de No TAV font un péage gratuit pendant une demi-heure.

Lundi 27

Au matin, le périmètre du chantier est agrandi entraînant l'expulsion manu militari du presidio de la *Baita*. Une personne se réfugie sur un pylône électrique où il est poursuivi par un flic. Il tombe après s'être pris une décharge de 30000 V. Il est évacué à l'hôpital CTO de Turin où il est plongé en coma artificiel.

Val Susa : à partir de ce moment, un presidio s'installe à l'entrée de l'autoroute A32, entre Bussoleno et Chianocco. L'autoroute est bloquée ainsi que les deux nationales qui traversent la vallée, obligeant les flics à faire un gros détour pour assurer la relève sur le chantier.

Appel à une grève générale de 24h de la part du CUB Turin (Confédération Unitaire de Base) et de la Confédération des Travailleurs de Base COBAS de la basse vallée de Suse. Les lycéens de Oulx interrompent les cours et bloquent la gare.

Les gens s'apprêtent à passer la nuit sur l'auto-route. Un groupe d'une centaine de personnes se dirigent à Oulx pour bloquer la relève de nuit, des affrontements ont lieu, la relève est retardée de près de 2h.

Trento : Juan arrêté le 26 Janvier, détenu à la prison de Spinti di Gardolo, refuse de retourner dans sa cellule après la promenade. Il est mis à l'isolement.

Rome : la gare centrale Termini est bloquée. Les manifestants se sont postés à plusieurs endroits de la ville pour occuper les voies de chemin de fer. Dégradation d'un TGV. Parti de la gare, le cortège occupe une place de Rome bloquant la circulation.

Bologne : occupation de la gare, blocage des voies. Déploiement important des forces de l'ordre. Un cortège se forme et part en manif.

Florence : une centaine de personnes se rassemblent devant la préfecture. Banderoles « la vallée résiste, bas les pattes du Val Susa ». Tentative d'occuper la gare, mais les flics sont déjà présents, occupation des voies de tram.

Pise : la gare est bloquée une quarantaine de minutes.

Milan : un cortège de 500 personnes bloquent la circulation. Des fumigènes sont lancés contre la rédaction du quotidien *Libero*.

Gênes : une centaine de personnes se rassemblent devant la préfecture, avec une banderole « maintenant et toujours, résistance », puis partent en manif.

Palerme : le secrétaire du Parti Démocrate se fait chahuter sous les cris de « honte » et « bas les pattes du Val Susa ». La gare est bloquée pendant une heure par un groupe d'étudiants.

L'Aquila : rassemblement d'une trentaine de personnes dans le centre historique.

Ancone : cortège dans les rues de la ville.

Cagliari : des dizaines de personnes manifestent.

Turin : un presidio est organisé devant l'hôpital où a été admis Luca, des photographes se font malmener.

La ligne à grande vitesse est de l'idéologie matérialisée. La concrétisation, faite de ciment, d'acier et d'uniformes bleus, d'une conception du monde qui nous est absolument étrangère mais que nous ne pouvons pas nous permettre de ne pas comprendre. Les longues listes de raisons contre le TAV décrivent un chantier insensé, y compris du point de vue étatique ou capitaliste. Sans remettre en cause l'utilité de tels documents pour propager l'opposition au projet, il s'agit maintenant de faire un pas de plus pour déchiffrer la logique à l'œuvre derrière cette infrastructure apparemment illogique. Il nous manque pour cela un langage, des catégories adéquates, parce que nous sommes habitués à nous exprimer dans le jargon politique désormais inadapté du siècle passé. Il faut pourtant faire un effort dans cette direction, parce qu'en découvrant les principes qui régissent ce monde au cœur même de son infrastructure, nous pourrions aussi bien y trouver la formule pour le renverser.

Tout gouvernement est technique, le pouvoir se trouve dans les infrastructures.

Blocages partout, autonomie diffuse.

Milan, février 2012



Lavanda 2

Notes de voyage contre le TAV

« Giù le mani della Lavanda ! » a été le cri ironique par lequel les policiers et les journalistes ont été accueillis, le 27 Juin, sur les barricades de la Libre République de la Maddalena. Le fait que le mouvement No Tav ait toujours pris soin des champs de lavande, alors que l'État les piétinait de ses arrogantes bottes noires, contenait, à cette échelle, un signe, une ligne de partage. « Lavanda ! », ça ressemble aussi à une sorte de cri de guerre, un peu étrange, bien loin des slogans triomphalistes.

« Lavanda », ce sont également des notes de voyage écrites à plusieurs dont les chemins se sont croisés entre les presidii et les bois du Val Susa. Certains se connaissaient bien, d'autres moins, d'autres encore pas du tout. « Lavanda » n'est donc pas l'organe d'un groupe politique, mais l'expression d'une exigence née et partagée durant la lutte No Tav. Une exigence née avec les gaz lacrymogènes. Ceux qui la couchent sur le papier sont des ennemis de la Grande Vitesse, mais aussi du monde qui nous l'impose. Criminels ? Certainement, comme les rêves éveillés d'une vie sans forts ni coffre-forts, libre et sauvage comme la lavande.

Le moment présent

Une conviction dont il ne faut pas déborder d'un pouce : le train à grande vitesse ne passera jamais par le Val Susa. Que cette conviction devienne définitive, qu'elle s'incarne dans une vérité, cela dépend de la consistance avec laquelle le mouvement saura affronter les différents moments plus ou moins délicats qui l'attendent. Comme celui créé par la prévisible opération répressive du 26 Janvier. Certaines analyses ont déjà mis en évidence différents aspects implicites de l'enquête judiciaire : la tentative maladroite de diviser un mouve-

ment jusqu'alors particulièrement attentif à ne pas tomber dans les pièges de l'ennemi ; la volonté de créer des séparations entre les habitants de la vallée et ceux venus d'ailleurs ; la mise en scène artificielle dans laquelle apparaissent d'une part de dociles citoyens respectueux de la loi et d'autre part des hordes de sauvages violents aveuglés par la rage ; l'intention, à peine dissimulée, de lancer un avertissement à tous les mouvements sociaux qui, comme on l'a vu au cours des derniers mois, pourraient refuser d'absorber les doses létales d'austérité qu'on cherche à leur administrer.